



## **CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES – TERMES DE REFERENCE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**Agence Française de Développement**  
5, rue Roland Barthes  
75598 Paris Cedex 12 - RCS PARIS B 775 665 599  
Téléphone : + 33 (0)1 53 44 31 31

### **Concernant la prestation**

#### **MOBILISATION D'UN.E CONSULTANT.E INTERNATIONAL.E AU BURUNDI, SPECIALISTE EN EDUCATION**

**Projet CBI1078 – PAQABU (financement PME)**  
**Projet CBI10XX – Enveloppe SCG (financement PME)**  
**Projet CBI1082 – Projet genre et éducation (financement UE)**

# SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Présentation des entités .....	3
ARTICLE 2.	Présentation du Service Prescripteur.....	3
ARTICLE 3.	Contexte et objectifs de la mission .....	4
	Préambule.....	4
	Le contexte éducatif au Burundi.....	4
	L'AFD dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle au Burundi.....	7
	PAQABU - Le programme financé par le Partenariat Mondial pour l'Education (GPE) au Burundi .....	8
	Part du financement SCG du GPE .....	11
	Eventuel financement délégué de l'UE au Burundi, dédié au genre et à l'éducation.....	11
ARTICLE 4.	Objet du marché.....	12
ARTICLE 5.	Prestation attendue dans le cadre de la présente consultation .....	12
	5.1 Détail de la prestation attendue.....	12
	5.2 Méthodologie attendue.....	16
	5.3 Durée estimée, calendrier et dimensionnement la prestation .....	17
	5.4 Livrables attendus .....	17
	5.5 Compétences attendues du Prestataire .....	17
ARTICLE 6.	Validation des livrables par l'AFD.....	18
	6.1 Processus de validation des livrables.....	18
	6.2 Critères de validation des livrables .....	18
ARTICLE 7.	Contraintes imposées par l'AFD .....	18
ARTICLE 8.	Liste des annexes .....	19
ARTICLE 9.	Moyens mis à disposition du Prestataire .....	19

## ARTICLE 1. Présentation des entités

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable. Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, l'AFD finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

Sa filiale **Proparco** ([www.proparco.fr](http://www.proparco.fr)) soutient les investissements privés. Dédiée à mobilisation de l'expertise publique française, **Expertise France** ([www.expertisefrance.fr](http://www.expertisefrance.fr)) devrait rejoindre le groupe AFD en 2022.

L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

Elle assure la gestion du **Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)**, qui cofinance des projets conciliant environnement et développement.

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est fortement invité à consulter, sont accessibles sur le lien suivant : [www.afd.fr](http://www.afd.fr).

## ARTICLE 2. Présentation du Service Prescripteur

La Division de l'Education, de la Formation et de l'Emploi (EDU) de l'AFD, au sein de la Direction Exécutive Solutions Développement Durable (SDD), accompagne ses partenaires dans les transitions démographiques, sociales, écologiques et numériques équitables et durables. L'acquisition de savoirs et de compétences tout au long de la vie et l'accès à l'emploi sont les clés de voûte d'un développement économique et social durable. En conséquence, l'AFD finance tout le continuum éducatif et facilite les synergies entre les différents sous-secteurs (éducation primaire et secondaire, enseignement supérieur, formation professionnelle, insertion sur le marché du travail par l'emploi et l'entrepreneuriat). L'AFD y a consacré plus de 5 Mds€ depuis 2000, avec une priorité forte sur l'Afrique (85 % du portefeuille) et une croissance soutenue depuis 2010, à la faveur de l'élargissement de son mandat d'intervention (enseignement supérieur, insertion professionnelle) et de la diversification de ses outils financiers et modalités d'intervention (délégations de fonds, prêts de politique publique, subventions...). Depuis 2016, la Division EDU intervient plus particulièrement sur des enjeux ciblés de qualité, de pertinence et d'équité permettant de construire des compétences fondamentales (éducation de qualité et équitable), professionnelles et transversales (travail d'équipe, savoir-être) ainsi que des capacités d'innovation et de recherche (compétitive et innovation). La stratégie de la Division est disponible sur le site internet de l'AFD.

## ARTICLE 3. Contexte et objectifs de la mission

### Préambule

En mars 2025, le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) a approuvé le financement pour la transformation du système (STG) au Burundi d'un montant de 68,24 MUSD. Il s'agit du Projet d'amélioration de la la qualité des apprentissages au Burundi (PAQABU). La supervision du financement est répartie entre trois agents partenaires (AFD, UNESCO, UNICEF). L'AFD est agent partenaire du Burundi pour la supervision de la Composante 1, d'une partie de la Composante 4 et d'une partie des frais de supervision du PAQABU, pour un montant de 20,8 MUSD. Les fonds ont été octroyés par le Conseil d'administration de l'AFD en avril 2025.

L'AFD pourrait également être retenue agent partenaire du Burundi pour la supervision d'une part de l'enveloppe SCG, autre financement du GPE, d'un montant de 1,38 MUSD.

De plus, l'AFD pourrait être retenue comme l'un des délégataires d'un financement (subvention) de l'Union Européenne dédié au genre et à l'éducation.

Le maître d'ouvrage des financements délégués à l'AFD sera le Ministère de l'Education nationale et de la recherche scientifique (MENRS).

Les présents TDR concernent la mobilisation à temps plein d'un.e consultant.e, au bureau de l'AFD à Bujumbura, pour appuyer l'AFD dans la supervision des financements du PME et dans l'instruction et la supervision du financement de l'UE pour lesquels l'AFD est délégataire.

### Le contexte éducatif au Burundi

Le Gouvernement du Burundi a entrepris d'importantes réformes à travers notamment l'instauration de l'enseignement fondamental en 2013. Ainsi, l'organisation de l'enseignement au Burundi est constituée par :

- L'enseignement fondamental qui comprend trois cycles de 2 ans et un quatrième cycle de 3 ans (7<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup>)
- L'enseignement post fondamental de 3 ou 4 ans
- L'enseignement supérieur avec la réforme Baccalauréat - Mastère, Doctorat (BMD)

Le kirundi et le français constituent les deux langues officielles du pays. La première est notamment la langue d'enseignement pour les premiers niveaux éducatifs jusqu'à la 4<sup>ème</sup> année du fondamental, en 5<sup>ème</sup> année, le français devient la langue principale d'enseignement jusqu'aux établissements d'enseignement supérieur. Enfin, le swahili constitue également une langue parlée par une grande partie de la population, surtout dans les centres urbains.

Le Burundi fait face à d'importants défis pour offrir une éducation de qualité, sûre et équitable à tous les enfants y compris les plus défavorisés. En effet, les principaux défis sont :

**La forte pression démographique sur le système éducatif.** Estimée à 5,1 millions en 2010, la population scolarisable du pays a augmenté à un rythme moyen annuel de 2,1% pour atteindre près de 6,4 millions en 2020 soit 52 % de la population totale (12,3 millions), et si les tendances se confirment, le nombre d'enfants à scolariser pour le pays atteindrait 7,3 millions en 2030, ce qui devrait représenter 55 % de la population totale projetée (13,3 millions). La croissance démographique rapide et l'extrême jeunesse de la population, l'inégale répartition de la population

scolaire sur le territoire, influencent l'offre et la demande d'éducation avec pour conséquence un manque d'infrastructures et d'équipements, des classes pléthoriques et un besoin grandissant d'enseignants formés.

**Des situations sécuritaires et sanitaire précaires :** le système éducatif n'est pas toujours capable d'offrir des apprentissages aux enfants pendant les périodes de crise. A cela s'ajoute un grand flux de réfugiés burundais rapatriés et afflux des demandeurs d'asile qui déséquilibre la demande de scolarisation. Les vulnérabilités sanitaires sont nombreuses et liées à de multiples domaines : l'hygiène, la santé, la santé de reproduction et les grossesses précoces, la malnutrition, etc. Globalement, au Burundi, la situation sanitaire et nutritionnelle des enfants en âge d'être scolarisé est insatisfaisante et de très nombreux élèves scolarisés présentent un état sanitaire fragile en raison d'une anémie (elle-même souvent liée à la malnutrition). L'insécurité alimentaire a atteint 41,2% de la population en 2023, soit environ 5,4 millions de personnes ; les provinces où l'insécurité alimentaire est la plus élevée sont : Kirundo (74,1 %), Muramvya (65,2%), Ruyigi (54,3%) et Bururi (51,1%). L'insécurité alimentaire la plus faible a été observée à Bujumbura Mairie (13,1%), Makamba (17%), Rutana (21,8%), Cankuzo (27%) et Bujumbura Rural (27,2%).

**Le financement de l'éducation :** le secteur reste sous-financé avec une part du budget national dédiée à l'éducation de 12,7% en 2023/2024, contre 14,8% en 2022/2023 et 20,6% en 2021/2022. Bien que le montant nominal du budget alloué à l'éducation ait augmenté, sa proportion dans le budget global a diminué. En 2023-2024, environ 75 % des ressources publiques allouées à l'éducation ont été utilisées pour couvrir les salaires du personnel, 13,8 % pour les transferts et subsides, et 2,6 % pour les biens et services alors que les investissements n'ont représenté que 9,6 %. Ce faible niveau des investissements dans le domaine de l'éducation se traduit par la détérioration des conditions d'accueil.

Au niveau du système éducatif, la situation est caractérisée par :

**Au préscolaire** le taux brut de scolarisation a évolué régulièrement mais lentement sur la période 2014-2023 en passant de 7 % en 2014 à 17,1 % en 2023<sup>1</sup>. Ces chiffres montrent que des efforts importants restent à faire pour améliorer la préscolarisation au Burundi : les capacités d'accueil du sous-secteur sont encore très faibles alors que les ambitions des autorités éducatives pour l'expansion du secteur sont élevées. Il en est de même au post-fondamental où le taux brut de scolarisation stagne autour de 28,8 % à la même année.

**La rétention dans l'enseignement fondamental :** l'école fondamentale du Burundi fait face à un faible taux de rétention avec des taux d'achèvement au fondamental et au post fondamental estimés respectivement à 52,3% et 23,4% en 2023. Ils sont expliqués par (i) le niveau élevé d'abandon (10% au niveau des cycles 1 à 3 en 2023, soit 260 000 ont quitté l'école, d'après le rapport de Situation des enfants au Burundi-Unicef) et (ii) le niveau élevé de redoublement (29,5% au fondamental, d'après l'annuaire statistique du MENRS 2021-2022).

Au post-fondamental général et pédagogique, les effectifs ont pratiquement triplé entre 2013-2014 et 2022-2023. Au cours de cette période, les effectifs de l'enseignement public ont évolué à un rythme moyen annuel de 16 %, conduisant à une hausse de la part du secteur public de 93 % en 2014 à 96,7 % en 2022-2023.

**Les inégalités de genre, d'origine sociale ou géographique et de l'inclusion :** les différences de scolarisation entre filles et garçons sont faibles au fondamental (48,7% de garçons et 51,3% de filles dans la population non scolarisée au fondamental), mais les disparités de genre en défaveur des filles apparaissent à la fin du fondamental et se maintiennent tout au long du cycle (45% des garçons sont

---

<sup>1</sup> Annuaire statistique 2022-2023

susceptibles de terminer le cycle fondamental, 37% des filles accèdent au niveau terminal du fondamental). Aussi, la probabilité d'achèvement du fondamental s'élève à 35% pour les ruraux et 60% pour les urbains. S'ajoutent des disparités d'apprentissage au niveau régional (huit provinces sur les dix-huit regroupent à elles seules près des deux tiers (61,2 %) des enfants en dehors de l'école). De plus, le risque d'être exclu de l'école dépend du lien social avec le chef de ménage, c'est-à-dire que certaines familles ne sont pas promptes à scolariser les enfants dont ils assurent la tutelle. Les enfants en situation de handicap courent eux aussi plus de risque d'exclusion et sont nombreux en dehors de l'école.

**Les acquis des apprentissages.** En début du fondamental les garçons et les filles réussissent de la même façon. Toutefois, en utilisant la proportion des élèves ayant atteint les seuils de compétence, de petites différences apparaissent entre filles et garçons. Ces derniers ont de meilleurs résultats que les filles en mathématiques, que ce soit en 2<sup>ème</sup> ou 4<sup>ème</sup> année selon l'évaluation nationale du projet de la Banque Mondiale (PAADESCO) menée en 2022. L'enquête PASEC 2019 montre elle des résultats similaires entre filles et garçons en 2<sup>ème</sup> année, mais un écart conséquent en faveur des garçons à la fin du primaire avec un IPS de 0,61.

Les résultats de l'enquête PASEC 2019 montrent que le Burundi présente les meilleures performances en début de scolarité parmi l'ensemble des pays évalués mais qu'il compte une proportion importante d'élèves sans les connaissances et les compétences de base requises à la fin de la 6<sup>ème</sup> année du fondamental avec 72 % des élèves qui n'ont pas le niveau suffisant en lecture et environ 40% qui ne disposent pas des compétences nécessaires en mathématiques. Cela montre une faible performance du système éducatif et des difficultés pour les enseignants à transmettre les savoirs requis. Par ailleurs, en référence à l'évaluation PASEC 2014, les pourcentages d'élèves au-dessus du seuil suffisant de compétences ont baissé de moitié en lecture.

Ces différents constats montrent une dégradation des apprentissages dans le système éducatif dont le facteur « enseignant » ne saurait être écarté. En effet, si plusieurs facteurs contribuent à la faible performance des élèves, il est évident que le niveau de compétences des élèves découle en partie du niveau de compétences des enseignants. L'évaluation PASEC 2019 révèle que les compétences des enseignants sont relativement faibles avec seulement 32,2% des enseignants capables d'opérer un traitement sur tout type de texte et à l'opposé 15,6% des enseignants méritent une attention très particulière car ils ne manifestent pas les connaissances et compétences requises pour la compréhension de l'écrit. Le reste des enseignants, c'est-à-dire la majorité avec 54,4% ont un niveau de compétences à l'écrit moyen, c'est-à-dire qu'ils sont capables de réaliser des inférences simples dans tout type de texte et de combiner des informations présentes dans différentes parties d'un texte.

**L'exercice du métier d'enseignant :** même si un cadre légal de recrutement existe et est adapté, les carrières d'enseignant manquent d'un plan de développement évolutif adéquat. Pour devenir enseignant, il existe trois grands parcours :

- *La section pédagogique.* D'une durée de 4 ans, forme les futurs enseignants des trois premiers cycles de l'école fondamentale et décerne aux lauréats le diplôme D7 avec l'accès à l'enseignement supérieur sous réserve de la réussite à l'examen d'état de fin d'études post-fondamentales. La section pédagogique est intégrée dans les établissements du post-fondamental et est considérée comme une spécialité parmi les six filières du post-fondamental général et pédagogique (à savoir Langues, Sciences, Sciences Sociales et Humaines, Économique, Maths statistiques, Pédagogique). Les enseignants de la section pédagogique proviennent des mêmes établissements ou du même cursus que les enseignants des autres spécialités du post-fondamental.

- *Les institutions universitaires de formation initiale.* Le pays compte trois institutions de niveau universitaire spécifiquement dédiées à la formation initiale des enseignants : l'Institut de Pédagogie Appliquée (IPA), la Faculté de Psychologie et de Sciences de l'Éducation (FPSE) et l'École Normale Supérieure (ENS). Ces trois institutions forment les enseignants du cycle 4 de l'école fondamentale (classe de 7<sup>ème</sup> à la 9<sup>ème</sup> année) et du niveau post-fondamental. Ces trois structures n'ont pas le même statut administratif, les deux premières (IPA et FPSE) étant des composantes de l'Université du Burundi, tandis que l'École Normale Supérieure bénéficie d'une relative autonomie qui la rattache directement au MENRS.
- *La formation pédagogique complémentaire.* Il existe un autre circuit d'accès au métier d'enseignant ouvert à tous les lauréats de l'enseignement supérieur quel que soit leur parcours académique d'origine à condition d'un passage par la formation pédagogique proposée par l'ENS.

### **L'AFD dans le secteur de l'éducation et de la formation professionnelle au Burundi**

L'AFD est active dans le secteur de l'éducation au Burundi depuis 2006. Son engagement financier dans le secteur représente près de 100 millions d'euros, matérialisés sous formes d'aide budgétaire globale et sectorielle, mis en place et contribution au Fonds commun (en activité de 2010 à 2015), aide-programme, fonds délégués, fonds d'études ou facilités financières.

Depuis 2019, l'AFD met en œuvre le projet Twige Neza sur financement propre (4 millions d'euros) et sur financement délégué du GPE (46,9 millions de dollars). Ce projet prend fin en décembre 2025.

En 2022 une délégation de l'UE de 7 millions d'euros, complétée par une subvention de l'AFD de 1,5 millions d'euros, a été confiée à Expertise France, filiale du Groupe AFD, afin d'approfondir les interventions du groupe en faveur de la qualité de l'éducation notamment via le renforcement des compétences professionnelles des enseignants et des encadreurs pédagogiques de proximité avec une attention particulière sur l'enseignement du français.

Un projet d'appui au secteur de la formation professionnelle au Burundi a été approuvé en septembre 2024 (9 millions d'euros en 2024).

L'AFD finance également des programmes multi-pays qui sont des plateformes d'expertise régionale au service des besoins nationaux sur des dimensions clés du secteur (accompagnement des enseignants, enseignement bilingue, pilotage des systèmes...), pour lesquels le Burundi prend part (PASEC, programme de pilotage de la qualité de l'éducation UNESCO-IIPE, ELAN, APPRENDRE, Ressources Educatives).

Par ailleurs, l'AFD est membre active du Groupe Sectoriel Education (GSE) ainsi que co-lead avec la Direction générale des curricula et des innovations pédagogiques (DGCIP) du Groupe de Travail Qualité.

**Description :**

Le Projet d'appui à la qualité des apprentissages au Burundi (PAQABU) financé à hauteur de 68,24 millions de dollars par le GPE, se propose de contribuer à l'amélioration équitable et inclusive de la qualité des apprentissages en tenant davantage compte de la dimension genre. Pour la gestion du financement, le Gouvernement du Burundi a retenu trois agents partenaires, l'AFD, l'UNICEF et l'UNESCO qui l'accompagneront à travers trois objectifs spécifiques visant à :

- Transformer la qualité et la prestation des enseignants du préscolaire et du fondamental ;
- Améliorer l'environnement d'apprentissage du préscolaire et du fondamental ; et
- Renforcer les capacités institutionnelles et techniques du MENRS.

**L'AFD appuiera la mise en œuvre de la Composante 1 (17,2 millions de dollars), centrée sur les enseignants et les pratiques de classe.** Il s'agira d'appuyer la professionnalisation de la formation initiale et le déploiement de la formation continue des enseignants du préscolaire et du fondamental afin de développer des pratiques d'enseignement efficaces et adaptées aux besoins des apprenants dans le contexte spécifique du système éducatif burundais.

L'UNICEF appuiera la mise en œuvre de la Composante 2 (31,3 millions de dollars), dont l'objectif global est d'améliorer l'environnement d'apprentissage dans le système éducatif burundais, particulièrement au niveau fondamental. Les objectifs spécifiques de cette composante sont :

- D'améliorer l'accès inclusif à l'éducation et la rétention des enfants vulnérables à l'école ;
- De renforcer les apprentissages en tenant compte de l'inclusion ;
- De renforcer le programme de l'alimentation scolaire ;
- De renforcer les mécanismes de prévention et de protection des enfants.

L'UNESCO appuiera la mise en œuvre de la composante 3 (12,4 millions de dollars), dont l'objectif global vise à renforcer les capacités institutionnelles et techniques du MENRS pour une gestion et une utilisation rationnelle des ressources. De manière spécifique, la composante 3 a pour objectifs de :

- Réduire les inégalités/disparités dans l'allocation des ressources (enseignants, manuels, etc.) ;
- Renforcer les capacités de gestion et de pilotage des services centraux et déconcentrés du MENRS.

**Les objectifs de la composante 1 :**

La composante 1 du PAQABU « les enseignants et les pratiques de classes » dont la gestion des financements a été confiée à l'AFD, vise à appuyer la professionnalisation de la formation initiale et le déploiement de la formation continue des éducateurs du préscolaire et des enseignants du fondamental afin de développer des pratiques d'enseignement efficaces et adaptées aux besoins des apprenants dans le contexte spécifique du système éducatif burundais.

Dans le cadre de cette composante, trois sous-composantes ont été identifiées en cohérence avec le Pacte de partenariat. Il s'agit de :

- L'amélioration de la formation initiale des enseignants de l'école fondamentale



- L'amélioration de la formation continue des enseignants du fondamental et de la section pédagogique
- L'amélioration de l'éducation préscolaire.

Les objectifs de cette composante sont :

1. **La professionnalisation de la formation initiale des élèves-maîtres de la section pédagogique.** Il s'agit d'une transformation organisationnelle et technique majeure de la formation initiale qui ouvre la voie à une amélioration des compétences pédagogiques des futurs enseignants du fondamental.
2. **La mise en place d'un développement professionnel continu des enseignants harmonisé avec la formation initiale.** Cet objectif se situe dans la continuité des interventions menées dans le cadre du projet Twige Neza visant à renforcer et à structurer le fonctionnement des réseaux scolaires dont l'existence est récente.
3. **Le renforcement des capacités et de l'accompagnement des services déconcentrés** afin de leur permettre d'effectuer des missions orientées sur l'appui-conseil et non sur le contrôle.
4. **L'amélioration de la qualité de la prestation de l'éducation préscolaire** à travers l'introduction de modules spécifiques dans la formation initiale et la mise à l'échelle des formations continues existantes.

#### **Les activités prévues dans le cadre de la composante 1**

La composante 1 est placée sous la responsabilité de la **Direction Générale des Curricula et des Innovations pédagogiques (DGCIP)**.

#### **Sous-Composante 1 – Amélioration de la formation initiale des enseignants de l'école fondamentale (5,1 MUSD)**

La Direction responsable de la sous-composante 1 est le Bureau d'études et des curricula de l'enseignement post fondamental Général et Pédagogique (BECEPFGP).

Les activités proposées :

- ✓ Révision du curriculum de formation de la section pédagogique (avec notamment l'intégration des enjeux de genre dans le curriculum, dans le référentiel de compétences professionnelles, dans les modules de formation des formateurs)
- ✓ Formation des formateurs (enseignants de la section pédagogique qui forment les élèves-maîtres) et des encadreurs de proximité (DPE, DCE, BPI, BCI)
- ✓ Appui aux inspecteurs provinciaux et communaux pour le suivi des formateurs de la section pédagogique (accompagnement des enseignants de la section pédagogique)
- ✓ Mise à niveau et renforcement du français des élèves-maîtres
- ✓ Dotation d'un fonds documentaire les établissements avec section pédagogiques (notamment des livres spécifiques sur les questions liées aux changements climatiques, au genre, à la santé sexuelle et reproductive ainsi que sur les violences sexistes et sexuelles)
- ✓ Dotation des établissements (section pédagogiques, ENS et IPA) en équipements numériques et bureautiques
- ✓ Appui aux établissements à section pédagogique pour la mise en œuvre des stages pratiques des élèves-maîtres

- ✓ Suivi du niveau central

### **Sous-composante 2 - Amélioration de la formation continue des enseignants du fondamental et de la section pédagogique (11,1 MUSD)**

La Direction responsable de la sous-composante 2 est la Commission Nationale de l'enseignement fondamental et post fondamental (CNEFPF).

Les activités proposées :

- ✓ Élaboration d'un Plan national de formation continue, de modules de formations et leurs guides spécifiques (ainsi que leur numérisation) (notamment des modules sensibles au genre)
- ✓ Formation des encadreurs de proximité, des animateurs de réseaux scolaires et des enseignants sur les modules et les guides de formation
- ✓ Production de capsule vidéo sur des thèmes spécifiques (notamment sur les contenus du manuel « Le monde évolue avec moi »)
- ✓ Équipement les réseaux scolaires (avec notamment des ressources sur la thématique du genre)
- ✓ Appui au fonctionnement des réseaux scolaires
- ✓ Appui à la définition et au déploiement des journées pédagogiques
- ✓ Renforcement des capacités des services déconcentrés à l'accompagnement pédagogique (notamment avec la planification d'activités en lien avec la qualité, tenant compte de la dimension de genre)
- ✓ Appui aux missions de suivi-encadrement des services déconcentrés
- ✓ Suivi par le niveau central

### **Sous-composante 3 - Amélioration de l'éducation préscolaire (0,28 MUSD)**

La Direction responsable de la sous-composante 3 est le Bureau d'Études et des Curricula du Préscolaire de l'Enseignement Fondamental (BECPEF).

Les activités proposées :

- ✓ Formation continue des éducateurs sur le module de développement des compétences à travers les jeux et les chansons
- ✓ Formation continue sur la conception et l'exploitation des kits de jeux en matériaux locaux
- ✓ Élaboration d'un module de formation à l'éducation préscolaire dans le cadre de la formation initiale des enseignants du préscolaire.

Plusieurs partenaires interviennent dans l'amélioration de la formation initiale et continue des enseignants. Ainsi, le composante 1 du projet s'inscrit dans une complémentarité d'interventions avec les autres partenaires. Il s'agit notamment de (i) le projet « Capital Humain » de la Banque Mondiale (ii) Le projet Twige Twese financé par l'Union Européenne et l'AFD et (iii) le programme quinquennal d'ENABEL 2024 – 2028 (INDERO KAZOZA).

### **Composante 4 – Coordination et mise en œuvre (2,2 MUSD)**

Cette composante est gérée en partie en maîtrise d'ouvrage directe par l'AFD. Elle porte sur l'assistance technique au MENRS pour le pilotage et la gestion du projet. Un appel d'offres a été lancé en mai 2025 pour sélectionner le dispositif d'assistance technique. A titre prévisionnel, les appuis et les expertises suivants sont envisagés :

- ✓ Chef.fe de mission pour le pilotage (international)

- ✓ Assistant.e technique pour le pilotage (national)
- ✓ Assistant.e technique pour la gestion financière (national)
- ✓ Assistant.e technique pour la comptabilité (national)
- ✓ Assistant.e technique pour la passation des marchés (international)
- ✓ Assistant.e technique pour la formation initiale et continue (national)
- ✓ Des expertises ponctuelles internationales sur les aspects formation initiale et continue

De plus, cette composante comprend une enveloppe dédiée à l'appui et à la mise en œuvre pour le MENRS (équipements, frais de coordination, etc). L'AFD est l'agent partenaire du pays pour cette enveloppe.

#### **Frais de supervision du programme (1 MUSD) :**

Cette enveloppe est gérée en partie en maîtrise d'ouvrage directe par l'AFD. Elle porte sur les appuis à la mise en œuvre des agents partenaires. Les appuis à l'AFD pour la supervision du programme sont les suivants :

- ✓ **Appui à l'AFD dans la supervision du PAQABU :** cette expertise, objet des présents TDR, aura pour objectif d'assurer un suivi quotidien de l'exécution technique et fiduciaire de la délégation du GPE. A ce titre, le prestataire accompagnera la planification jusqu'à la mise en œuvre et le suivi des activités, appui à la collecte des informations et la redevabilité vis-à-vis du PME, etc.
- ✓ **Appui à l'AFD dans la supervision du PAQABU pour la passation des marchés :** cette expertise aura pour objectif d'appuyer l'agence dans la délivrance des ANOs pour la passation des marchés par le MENRS.
- ✓ **Suivi fiduciaire de la Composante 1 du PAQABU :** il s'agit des audits externes annuels.

#### **Part du financement SCG du GPE**

L'AFD pourrait également être désignée agent partenaire d'une part du financement SCG du GPE par le Burundi, pour un montant maximal de 1,38 MUSD. Les actions pré-identifiées qui pourraient être financées par cette enveloppe sont les suivantes :

- Etudes préalables à la relance du Fonds Commun Education (FCE)
- Etudes préalables à l'affectation de ressources aux structures déconcentrées
- Appuis à la coordination sectorielle

#### **Eventuel financement délégué de l'UE au Burundi, dédié au genre et à l'éducation**

L'AFD pourrait également être désignée comme l'un des délégataires d'un financement (subvention) de l'Union Européenne dédiée au genre et à l'éducation au Burundi. A ce stade le projet est au stade de la pré-identification. Si l'instruction du projet est confirmée, elle se déroulera au 2<sup>ème</sup> semestre 2025 pour un octroi de l'AFD au 1<sup>er</sup> semestre 2026.

## ARTICLE 4. Objet du marché

L'objet de ce marché est de mobiliser un(e) consultant(e) international(e) spécialiste en éducation à temps plein au sein du Bureau AFD de Bujumbura au Burundi, pour assurer, en collaboration avec les équipes opérationnelles, le suivi de l'instruction et de l'exécution des financements délégués par le Partenariat mondial de l'Education et l'Union européenne, pour une durée de 4 ans. De plus, le.a consultant.e devra participer activement au dialogue sectoriel avec les autorités nationales et les partenaires.

Le marché sera alloté en deux lots :

- Lot 1 – Consultance pour le suivi-exécution des financements PME délégués à l'AFD (PAQABU, enveloppe SCG), financée par le PME (contrat en USD)
- Lot 2 – Consultance pour l'instruction et le suivi-exécution du financement UE délégué à l'AFD, financement en EUR (contrat en EUR)

Les deux lots seront confiés au même fournisseur avec mobilisation d'un.e même consultant.e pour les deux lots. Le consultant sera mobilisé par bon de commande. Le cumul des bons de commande sur l'un et/ou l'autre des lots lui assurera un temps plein.

A titre informatif, le Lot 2 démarrera dans un second temps.

## ARTICLE 5. Prestation attendue dans le cadre de la présente consultation

### 5.1 Détail de la prestation attendue

La prestation a pour objectif d'assurer, en collaboration avec les équipes opérationnelles de l'AFD à Bujumbura et à Paris, le suivi-exécution des financements du GPE (cycle 2025-2029) au Burundi, pour lesquels l'AFD est agent partenaire (STG – PAQABU, et SCG), ainsi que l'instruction et le suivi-exécution du financement de l'UE dédié au genre et à l'éducation au Burundi, pour lequel l'AFD pourrait être désigné comme délégataire des fonds.

Les missions attendues du ou de la consultant(e) seront notamment les suivantes :

#### 1. Assurer le suivi de l'instruction du financement UE (genre et éducation) jusqu'à la signature de la convention de financement

- **Coordination des parties prenantes** : l'AFD doit assurer la cohérence des actions des co-délégataires et l'animation du partenariat, dans le respect des documents de la programmation européenne. L'AFD devrait assurer l'organisation du travail et des missions avec tous les acteurs impliqués en lien avec les points focaux du ministère qui seront nommés pour cette instruction. Dans cette perspective le/la consultant.e sera amené.e à (i) contribuer à l'animation du dialogue partenarial et à la réflexion des options identifiées en facilitant la prise de contact avec les acteurs du projet (DUE, MENRS, co-délégataires, etc.) et en diffusant les ressources disponibles, (ii) participer à l'organisation et la tenue des différentes instances d'échanges entre les partenaires es différents échéances (préparation logistique et matérielle) et (iii) épauler l'équipe dans l'élaboration et la négociation des conventions / accords relatifs au programme en lien avec les différents parties prenantes dans une démarche de cohérence (notamment UE). L'appropriation par le ministère compétent et l'intégration du

projet dans la stratégie nationale seront des éléments fondamentaux à observer dans le cadre de cet appui.

- **Suivi et exploitation de l'étude de faisabilité** : en prévision de l'octroi du financement, appuyer l'AFD dans le processus d'instruction et obtenir les éléments nécessaires à la présentation du dossier aux différents comités internes de l'AFD. Dans cette perspective, le/la prestataire sera amené.e à (i) appuyer l'agence et le REP dans le suivi des prestations déployées dans le cadre de l'instruction, (ii) fournir un regard critique sur les différents livrables, (iii) veiller à la bonne exécution du calendrier des prestations déployées et (iv) conseiller l'équipe projet sur les orientations à donner au programme suite à la restitution des résultats de l'étude de faisabilité.
- **Appuyer la préparation du dossier d'octroi de l'UE** : l'instruction UE se formalise à travers l'élaboration de différents documents destinés à alimenter les dossiers relatifs aux instances de l'UE en cas de coopération déléguée (QRM UE, comité NDICI), par exemple la concept note, le document d'Action. Dans cette perspective, le/la prestataire sera amené.e à appuyer l'équipe projet dans l'élaboration de la concept note et du document d'Action, ainsi qu'à effectuer le suivi du calendrier d'instruction fixé par la DUE. Le.a consultant.e assurera la cohérence des éléments intégrés à ces documents avec le résultats des études de faisabilité et la conclusion des échanges avec les partenaires.
- **Appuyer la préparation du dossier d'octroi de AFD** : la finalisation de l'instruction AFD se formalise à travers l'élaboration de différents documents internes destinés à alimenter les dossiers relatifs aux différentes instances de l'AFD (CID, COSUB, CEE). Dans cette perspective, le/la prestataire sera amené.e à (i) contribuer à la bonne exécution du mandat d'instruction AFD, (ii) contribuer à la rédaction de la Fiche de Préparation de Projet (FPP) et la Note au Comité des Etats Etrangers (NCEE), (iii) assurer un suivi du calendrier interne d'instruction fixé par le Responsable Pays en cohérence avec celui de l'UE, (iv) assurer la communication des informations entre les différentes équipes impliquées et (v) assurer la cohérence des éléments intégrés à ces documents avec le résultat des études et la conclusion des échanges avec les partenaires.
- **Contribuer à faciliter le démarrage du projet** : le déploiement du programme nécessite d'anticiper au maximum sur les étapes suivants l'octroi du financement par l'AFD (contractualisation avec l'UE et avec la contrepartie). Dans cette perspective, le/la prestataire sera amené.e à (i) contribuer à l'élaboration de la convention de contribution signée avec l'UE (convention de contribution, MPCA), (ii) contribuer à l'élaboration et la négociation des conventions avec le MENRS (voire d'autres maîtrises d'ouvrages de type ONG), (iii) contribuer autres accords nécessaire au bon déploiement du programme, (iv) contribuer à la levée des conditions suspensives relatives à la signature de la convention AFD et (iv) contribuer au démarrage rapide du projet en s'appuyant sur les modèles des documents de projet (Plan de Passation de Marchés, Budget prévisionnel des activités annualisé, Manuel des procédures du projet) du Twige Neza et du PAQABU, la préparation du recrutement de l'assistance technique (éventuellement de l'unité de gestion de projet).

## **2. Assurer le suivi quotidien de l'exécution des financements PME et UE jusqu'à la clôture**

- Veiller à la bonne organisation du processus de planification et de discussion budgétaire en lien étroit avec le Secrétaire Permanent (SP) du MENRS, le Bureau de la Planification des

- Statistiques de l'Education (BPSE), deux agents partenaires (pour le financement PME), des co-délégués (pour le financement UE) et l'assistance technique ;
- Contrôler la conformité de l'exécution des financements suivant les Directives du PME ou de l'UE, les dispositions contractuelles et le Manuel de Procédures du projet et le suivi de la mise en place des recommandations des audits ;
  - Analyser la qualité des documents (Plan d'activité, Plan de Passations des Marchés, documents de marchés, etc.) pour préparer les avis de non objection du siège de l'AFD. Un des principaux axes serait l'accélération de la délivrance de ces avis pour aboutir à une recommandation argumentée d'un avis favorable, objection, avec réserves ou recommandations ;
  - Veiller à la réception dans les délais requis et à la qualité des livrables attendus par la maîtrise d'ouvrage, conformément aux dispositions des conventions (Conventions & Accords de financement, protocole de financement) ;
  - Identifier les potentiels blocages et retards des différents départements ministériels dans l'exécution des financements et proposer des solutions et mesures d'accélération;
  - Rédiger et mettre à jour les documents de suivi des concours et en concevoir d'autres si nécessaire : tableau de bord consolidé de l'exécution technique et financière, comptes rendus de réunions, notes sectorielles, etc ;
  - Faciliter et accompagner la mise en place d'outils, de bonnes pratiques et de méthodes de travail, la remontée d'information pour assurer un suivi technique et financier rapproché du projet, et d'assurer une collaboration efficace entre les différentes parties prenantes du projet.
  - Faciliter la collaboration entre les trois agents partenaires (AFD, UNICEF, UNESCO) du financement PME et entre les co-délégués du financement UE, ainsi que le dialogue pour le suivi de la mise en œuvre des activités. Porter une attention particulière à la coordination et aux efforts d'harmonisation avec les deux autres agents partenaires et les co-délégués.
  - Selon les besoins du projet, préparer les notes de demande de révision des projets.

## **2. Assurer le suivi de l'exécution financière des financements PME et UE conformément au plan de décaissement prévisionnel :**

- Appuyer le suivi administratif et financier des financements : préparer les prévisions de décaissements, suivre les décaissements, appuyer à la préparation des documents pour les décaissements, suivre les besoins de trésorerie, appuyer aux appels de fonds auprès du PME et de l'UE,
- Analyser les rapports financiers du MENRS ;
- Suivre les audits (préparation des termes de référence, analyse des rapports, participation aux réunions avec les auditeurs et le MENRS, etc.) et la justification des fonds.

## **3. Assurer la redevabilité des financements PME et UE conformément aux politiques applicables du PME et de l'UE :**

- Préparer les éléments techniques et financiers pour les revues d'examen du portefeuille entre le siège de l'AFD et le PME ou l'UE.
- Préparer les rapports annuels d'exécution technique et financière de l'exécution des fonds du PME et de l'UE en conformité avec les directives et recommandations du PME et de l'UE en la matière, et contribuer à la rédaction du rapport final du projet. La version finale de ces

rapports sera validée par la Responsable d'Equipe à Paris avant transmission aux délégués dans les délais.

- Suivre et renseigner le cadre logique [des financements PME et UE](#). Il/elle collecte les données auprès des ministères concernés et qu'il/elle analyse les résultats (évolution, tendance, trajectoire).
- Transmettre au REP les montants décaissés pour chaque trimestre, et préparer pour le REP les projections annuelles des versements du [PME et de l'UE](#). Ces éléments seront fournis par IOP au Secrétariat du GPE.
- En cas de sous-performance du financement, préparer les rapports ponctuels au Secrétariat du GPE : rendre compte des mesures prévues ou prises pour résoudre les problèmes responsables de la sous-performance, ainsi que du calendrier associé à la réalisation de ces améliorations.
- Faciliter l'organisation des missions de supervision [de la DUE et](#) du GPE, et notamment : produire les projets d'agenda de mission ainsi que des notes d'information sur l'avancement du projet, prendre et gérer les rendez-vous et les déplacements (dispositif sécurité inclus) et produire les comptes rendus des missions de terrain. Le cas échéant, il/elle coordonnera avec le MENRS et les agents partenaires la participation de ses représentants aux missions (cas des missions conjointes).

#### **4. Participer aux instances de pilotage stratégique des projets, au dialogue de politique publique en éducation, et à la coopération technique**

- Participer aux réunions mensuelles avec le Secrétaire Permanent du MENRS sur les projets ;
- Participer aux réunions du CTCS et du COPIL [des financements](#) ;
- Maintenir l'Ambassade de France et la Délégation de l'Union Européenne informées de l'état d'avancement du projet ([y compris du projet PME](#)) ;
- Participer au dialogue sectoriel et contribuer aux efforts de la coordination avec les autres PTF du secteur (visibilité des financements du GPE [et de l'UE](#) pour lesquels l'AFD est agent partenaire/[co-déléguataire](#), communication au GPE [et à l'UE](#), partage avec les autres partenaires du secteur des informations sur les financements et la mise en œuvre, etc.)
- Partager avec les autres partenaires du secteur les informations sur les financements (revue sectorielle, communication sur le programme à l'intention du Groupe Sectoriel de l'Education (GSE), coordination étroite avec les acteurs de la coopération françaises, etc.) ;
- Représenter l'AFD vis-à-vis des autorités nationales, des prestataires et des autres partenaires techniques et financiers ;
- Appuyer l'AFD dans l'identification, la préparation de contenus et de supports de communication et événements pertinents des financements ;
- Prendre part aux réunions du GSE et aux réunions avec les PTF pour le compte de l'AFD afin de s'assurer de la bonne articulation et complémentarité des différentes interventions, ainsi que participer à l'animation de certains groupes thématiques ;
- Assurer la veille sectorielle, suivre les politiques nationales et contribuer à la définition de la stratégie d'intervention sectorielle ;
- Appuyer le Chef de file/ l'agence de coordination dans la préparation des rapports annuels de performance du secteur et l'organisation des revues sectorielles ;
- Assurer la bonne coordination du projet avec les projets existants de l'AFD pour lesquels la maîtrise d'ouvrage relève du MENRS ;
- Veiller à la bonne articulation et à la bonne visibilité des appuis prévus dans le cadre des financements [PME et UE](#) avec les autres appuis apportés par l'AFD, et les PTF du secteur.



## **5. Suivre les marchés en maîtrise d'ouvrage directe AFD (MOAD)**

- En étroite collaboration avec le REP au niveau du siège de l'AFD, faciliter la passation des marchés et réaliser le suivi et la coordination des prestations en appui à l'exécution des fonds du GPE et de l'UE en maîtrise d'ouvrage directe de l'AFD : audits externes, dispositif d'assistance technique, appuis ponctuels. D'autres marchés sont susceptibles de s'y ajouter en cours de l'exécution.
- Pour ces marchés, il est attendu du consultant.e : la première version des TDR, l'appui à l'élaboration du document de consultation en lien avec les services à Paris, le suivi de la contractualisation, le suivi de l'exécution des prestations, l'assurance du suivi-qualité des réalisations/livrables, et la préparation de la mise en paiement des factures.
- Tâches administratives afférentes (archivage, préparation de courriers, scans, etc.).

## **6. Organiser, appuyer et accompagner la préparation et le déroulement des missions de supervision AFD, notamment :**

- Appuyer et accompagner la préparation et le déroulement de toute mission de l'AFD, et d'experts mandatés par l'AFD, rentrant dans le cadre du suivi et/ou de la supervision des financements ;
- Pour les missions de l'AFD : produire les projets d'agenda de mission, prendre et gérer les rendez-vous et les déplacements (dispositif sécurité inclus) à Bujumbura ou sur le terrain. Le cas échéant, le.a consultant.e se coordonnera avec le MENRS, les agents partenaires, les co-délégués, le Secrétariat du GPE et la DUE, la participation de ses représentants aux missions (cas des missions conjointes).
- Organiser des activités de suivi entre deux missions de supervision du siège de l'AFD et rédiger les comptes rendus correspondants.

## **5.2 Méthodologie attendue**

### **Méthodologie de travail :**

Le ou la consultant(e) travaillera à plein temps dans les bureaux de l'AFD à Bujumbura, la prestation étant suivie directement sous la responsabilité du bureau de l'AFD à Bujumbura. La personne travaillera en étroite relation avec le ou la Responsable d'Equipe Projet Education au siège parisien en charge du portefeuille Education de Base concernant le Burundi, ainsi qu'avec tous les membres de l'équipe-projet mais aussi les autres équipes de l'AFD Paris ou Nairobi.

Enjeux et contraintes liés aux conditions d'exécution :

- La consultance nécessite réactivité, disponibilité, organisation et une grande autonomie ;
- La consultance devra être réalisée en lien étroit avec les équipes du MENRS, les agents partenaires (UNICEF et UNESCO), les co-délégués, les prestataires d'assistance technique, des PTF, et des membres du GSE.

### **Méthodologie pour l'établissement de l'offre :**

Le Consultant devra fournir une offre technique et financière comprenant des éléments de méthodologie, un chronogramme ainsi qu'un CV. L'offre financière devra contenir le détail de la rémunération ainsi que les frais associés (à l'exception des frais de mission et déplacement qui seront remboursés au réel et qui n'ont donc pas besoin de figurer dans l'offre financière) et prévoir un budget



cohérent pour assurer sa sécurité au regard de ses procédures sur le lieu de la mission et lors des déplacements en région. Le consultant intégrera aussi les frais de résidence pour toute la durée de la prestation.

Pour le lot 1, le contrat sera effectué en dollars sur la base d'un budget en dollars.

Pour le lot 2, le contrat sera effectué en euros sur la base d'un budget en euros.

### 5.3 Durée estimée, calendrier et dimensionnement la prestation

La mission du ou de la consultant(e) démarrera à partir de septembre 2025, pour une durée de 4 ans.

A ce stade la répartition Lot1 /Lot2 n'est pas connue, mais le consultant interviendra à temps-plein.

### 5.4 Livrables attendus

Le ou la consultant(e) devra avoir la souplesse nécessaire pour s'adapter et fournir des services selon les besoins de l'AFD dans le cadre [du suivi de l'instruction et de l'exécution des financements UE et PME](#). A minima, les livrables suivants seront attendus de sa part :

- Les outils de pilotage du projet mis à jour sur une base mensuelle, notamment le suivi des décaissements, le plan de passation des marchés et le suivi des ANO ;
- Les rapports d'avancements annuels qui seront transmis au GPE [et à l'UE](#) ;
- Les comptes rendus des rencontres où le /la consultant(e) représentera l'AFD ;
- Toute note ou point de situation qui pourra aider utilement des décisions, avis ou conseil de l'AFD s'inscrivant dans le cadre de l'exécution des financements ;
- Un rapport à remettre à la fin de la prestation visant à alimenter la rédaction du rapport final des financements qui sera à remettre au PME [et à l'UE](#) ;
- Un rapport de fin de mission présentant les résultats de la mission, les produits et services fournis, les difficultés rencontrées et les recommandations pour la suite.

La qualité des livrables est vérifiée par la Responsable du bureau de l'AFD au Burundi et la Responsable Equipe Projet au siège qui pourront demander des modifications ou amendements si nécessaire.

### 5.5 Compétences attendues du Prestataire

Evoluant en collaboration avec les équipes AFD, le/la consultant(e) recherché(e) pour cette mission devra travailler dans un esprit d'excellence, de confidentialité professionnelle, d'intégrité et de transparence, et devra justifier de la combinaison suivante de qualifications et d'expérience :

- Diplôme supérieur de second ou troisième cycle (Bac + 5 / M2, de préférence en lien avec le secteur);
- 5 ans d'expérience minimum dans le secteur de l'éducation ;
- Une bonne connaissance des enjeux éducatifs en Afrique subsaharienne ;
- Une pratique confirmée en suivi en exécution de programme ou d'opérations de financement ;
- Des capacités à établir un dialogue sectoriel avec le pays et l'ensemble des parties prenantes et à gérer des partenariats ;

- Expériences de travail avérée avec des bailleurs de fonds ou des ONG internationales dans le secteur de l'éducation et de la formation ;
- Une bonne connaissance des procédures du Partenariat Mondial pour l'Education serait un atout ;
- Une bonne connaissance des procédures de l'Union européenne pour la coopération déléguée serait un atout ;
- Une expérience dans un pays d'Afrique sub-saharienne, d'au moins un an en résidentiel ;
- Une bonne connaissance des procédures du groupe AFD serait un atout.
- De la rigueur dans les méthodes ;
- Des aptitudes au travail en équipe, un très bon relationnel, une collaboration facile avec diverses catégories de parties prenantes ;
- De réelles capacités de dialogue et d'animation ;
- Une capacité avérée de travailler en autonomie ;
- Une capacité avérée à maîtriser rapidement son environnement de travail, à interagir avec les différents acteurs et à être proactif ;
- Une parfaite maîtrise du français, à l'écrit et à l'oral.

## **ARTICLE 6. Validation des livrables par l'AFD**

### **6.1 Processus de validation des livrables**

A la réception de chaque livrable, l'AFD aura 15 jours ouvrés pour le valider ou pas. Si l'AFD souhaite amender le livrable, elle communiquera au Prestataire ses commentaires sur ces livrables au plus tard 10 jours ouvrés après leur réception. Le Prestataire aura 7 jours ouvrés pour prendre en compte ces commentaires et proposer une nouvelle version du livrable. Ce processus pourra être renouvelé tant que l'AFD ne sera pas satisfaite du livrable. Le livrable ne sera validé que sur décision de l'AFD.

### **6.2 Critères de validation des livrables**

L'AFD estimera la qualité des livrables selon les critères suivants :

- La cohérence du livrable avec les éléments de contexte fournis
- La cohérence du livrable avec les questionnements soulevés dans les présents TDR
- Le caractère opérationnel des conclusions des livrables
- Le respect du périmètre de la Prestation demandée
- La clarté et la lisibilité du livrable
- Le respect des délais.

## **ARTICLE 7. Contraintes imposées par l'AFD**

### **1. Poursuite du dispositif**

Le titulaire désignera un interlocuteur unique chargé de suivre le présent marché. En cas d'impossibilité, le titulaire garantit que tout au long de l'accord-cadre, les profils mobilisés seront de la même qualité que celle qu'il a proposée lors de la remise de son offre et telle qu'elle a été acceptée par l'AFD.

L'exécution du marché nécessite l'usage permanent de la langue française dans les rapports avec le maître d'ouvrage : documents, réunions, comptes rendus, appels téléphoniques, courriers électroniques, tous livrables, etc.

## **2. Ethique professionnelle et assurance**

Le ou la consultant(e) devra respecter les principes d'éthique professionnelle de l'AFD. Il/elle devra souscrire une assurance responsabilité civile à tiers autre que l'AFD dans le cadre de la réalisation de sa mission.

## **3. Précisions concernant l'éligibilité de la candidature**

Dans le cadre des procédures de sélection et des règles de sécurité qui doivent s'imposer dans le choix du prestataire, veuillez bien noter qu'au moment de la notification du marché, si la/les zone(s) de mise en oeuvre de la Prestation fait/ont l'objet d'une classification en zone orange ou rouge par le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, le prestataire s'engage à transmettre sa documentation sûreté à un organisme externe spécialisé désigné et financé par l'AFD comme cela est précisé dans le cadre du projet de marché proposé par l'AFD à l'issue du processus de sélection.

La présente consultation entre dans ce cas de figure dans la mesure où sa zone de mise en oeuvre fait l'objet d'une classification zone orange par le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères(cf.<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-parpaysdestination/burundi/#securite>).

Dans ce cadre du respect de ces réglementations, il est nécessaire de noter que :

- Les candidatures de prestataires dits « individuel » ou « autoentrepreneur » ne seront pas éligibles si le prestataire ne bénéficie pas d'un portage par une société ou association disposant d'une existence juridique ; le prestataire devra en outre disposer d'au moins deux salariés permanents ;
- Les candidatures individuelles sont donc tenues d'identifier une société porteuse qui répondra aux exigences détaillées ci-dessus (et inscrites dans le contrat).

## **ARTICLE 8. Liste des annexes**

Annexe 1 – Note descriptive du PAQABU

Annexe 2 – Cadre logique PAQABU

Annexe 3 – Politique de mise en oeuvre des financements du GPE

Annexe 4 – Directives de passation des marchés de l'AFD (2024)

Annexes 5a, 5b, 5c – Etudes sur le genre dans le secteur éducatif au Burundi

## **ARTICLE 9. Moyens mis à disposition du Prestataire**

Pour assurer l'efficacité de la prestation, un bureau et un équipement informatique au standard de l'AFD ainsi qu'un compte utilisateur seront mis à la disposition du ou de la consultant(e) au sein du bureau de Bujumbura, de manière à lui permettre d'accéder aux documents et informations partagées afférentes à sa mission (fonds de dossier, logistique, etc.). Cet équipement sera restitué à l'agence à la fin du contrat de prestation.